

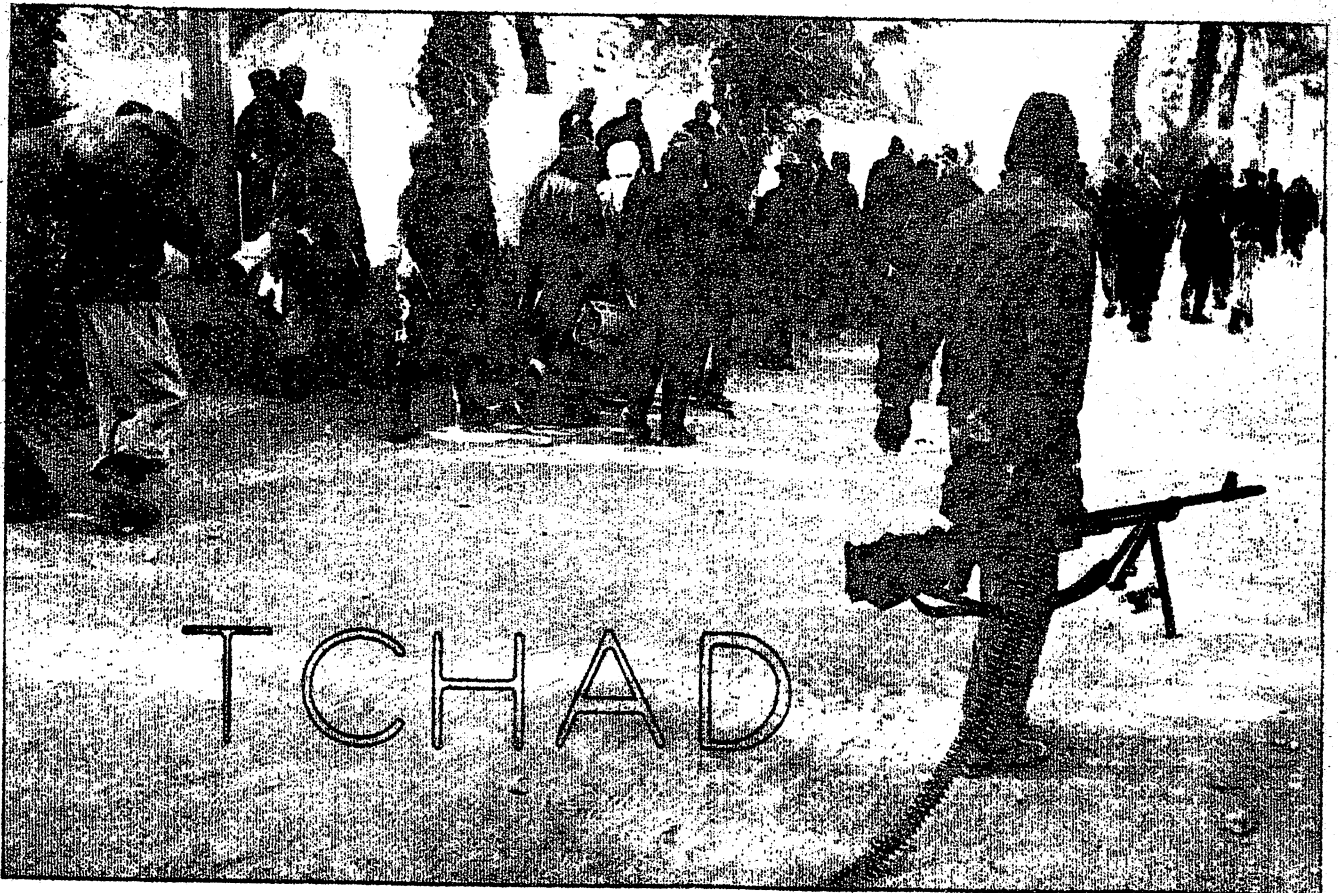


# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 90 - 24 novembre 1980 PRIX : 1 F



la sale guerre au Tchad :  
un avertissement pour  
tous les exploités d'Afrique

## sommaire

Page 2 : TCHAD →

Page 3/4 : MALI :

- Le gouvernement face aux jeunes et aux enseignants
- Les modèles de l'armée

Page 4 : KADHAFI : un alibi pour hypocrites

Page 5 : GAMBIE : Senghor au secours de Jawara

Page 6/7 : SÉNÉGAL :

- Les promesses démagogiques de Senghor aux travailleurs
- Autosatisfaction

Page 8 : COTE D'IVOIRE : uné mascarade sans grand succès

Page 9 : MADAGASCAR : campagne contre l'insécurité ou contre ceux qui critiquent ?

Page 10 : USA : les présidents passent, ceux qui tirent les ficelles demeurent.

## éditorial

### LA SALE GUERRE AU TCHAD : UN AVERTISSEMENT POUR TOUS LES EXPLOITÉS D'AFRIQUE

La guerre civile au Tchad fait actuellement rage avec l'intervention ouverte de la Libye aux côtés de la coalition gouvernementale.

L'intervention libyenne permettra-t-elle à Goukouni d'éliminer son principal rival Hissène Habré ? Personne ne peut le dire pour le moment.

Ce qui est sûr c'est que cette sale guerre dure depuis plus d'un an, et qu'elle risque de se prolonger encore, entraînant sans cesse plus de ruines, plus de misère, plus de morts.

Ce qui est encore sûr, c'est que c'est une guerre d'oppression qui, quelle que soit l'issue, ne pourra pas être favorable à la grande masse de la population.

Car les factions rivales qui se battent, se battent seulement pour déterminer qui opprimerá, qui rançonnerá demain les paysans et les ouvriers du Tchad.

Les Goukouni, les Habré, les Kamougué ou les Açyl oppriment déjà chacun dans la zone qu'ils contrôlent. Le vainqueur aura simplement conquis le droit de le faire sur l'ensemble du pays.

Des paysans, des ouvriers, des pauvres du Tchad continuent à mourir dans chacun des camps en présence pour une cause qui n'est pas la leur. La clique qui se hissera au pouvoir y gagnera la possibilité de se remplir les poches. Les Etats voisins qui s'en mêlent espèrent y gagner, qui des acquisitions territoriales, qui une influence politique. L'impérialisme français espère y gagner un régime stable, capable de garantir la poursuite du pillage du Tchad au profit de ses capitalistes.

Seuls les paysans, les ouvriers, les pauvres, qui payent le plus gros prix pour cette guerre, n'ont rien à en espérer en retour.

Alors, ce qui se passe au Tchad est un exemple et un avertissement pour tous les exploités d'Afrique.

Une guerre de classe menée consciemment par les opprimés pour se libérer et pour prendre le pouvoir pour leur compte ne pourrait pas leur coûter plus cher que celle qui se déroule actuellement au Tchad.

Tant qu'à souffrir, il vaudra mieux pour les exploités de se battre pour une cause qui soit la leur, pour une guerre dans laquelle ils mettraient fin au pouvoir des privilégiés, pour créer leur propre pouvoir démocratique. Il est plus juste de se battre pour défendre sa propre classe, sous son propre drapeau, le socialisme, que pour une classe qui vous opprimerá demain.

Mais pour mener et pour gagner leur propre guerre, c'est avant que les travailleurs doivent s'organiser ; c'est avant qu'il leur faut créer un parti qui se batte en leur nom, au nom du prolétariat international, au nom de la révolution socialiste. Tant qu'un tel parti ne sera pas créé en Afrique, les ou-

## abonnements

FRANCE : 1 an

- . ordinaire : 12 F
- . sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier  
BP 145, 75 023 Paris Cedex

En spécifiant : "pour le PAT"

\* \* \*

Prière de régler les abonnements en timbres postaux.

\*

vriers et les paysans pauvres seront irrémédiablement condamnés à subir l'esclavage de la misère par temps de paix, et à mourir pour le compte de leurs oppresseurs par temps de guerre.

MALI

## le gouvernement face aux jeunes et aux enseignants

Le 10 novembre, quelques jours avant la rentrée scolaire, le lieutenant-Colonel Sékou Ly, ministre de l'éducation, a annoncé que tous les élèves qui ont boycotté les examens en juin dernier seront renvoyés s'ils ont déjà redoublé une fois, ou suspendus pendant un an. Il a annoncé également que l'Ecole Nationale d'Administration, l'Ecole Normale Supérieure (où on forme des enseignants) et le lycée de Banamba resteront fermés cette année.

On ne sait pas si c'est une mesure d'intimidation -comme c'était le cas de la menace de fermeture de toutes les écoles en 1978 par Moussa Traoré- ou si elle sera réellement exécutée. Toujours est-il que selon certaines informations, un nombre important d'élèves ont déjà franchi les frontières pour aller poursuivre leurs études dans les pays avoisinants.

Ceux qui avaient boycotté les examens en juin dernier sont effectivement très nombreux. Le ministre de l'éducation lui-même évaluait à 93 % les élèves des classes terminales qui ont boycotté le baccalauréat. A l'époque ils entendaient protester contre la réforme du système des examens et revendiquaient la reconnaissance de l'UNEEM (Union Nationale des Elèves et Etudiants Maliens). Les sbires de Moussa Traoré n'avaient pas hésité à tuer un élève par la torture et à en blesser d'autres.

De leur côté les enseignants ont aussi leurs revendications : paiement régulier et augmentation de leurs salaires et des heures supplémentaires. En juin ils étaient du côté des élèves pour le boycott. En octobre dernier ils étaient en grève. Aux dernières nouvelles, après le paiement d'une partie des arriérés de salaire, les enseignants auraient cessé leur grève. Mais les problèmes ne sont que reportés.

C'est contre cette combattivité des jeunes et des enseignants que le gouvernement a voulu sévir. Pour les autorités les élèves seraient des inconscients manipulés par les enseignants, et ces derniers ... des irresponsables "partisans du désordre et de l'anarchie".

Moussa Traoré et ses ministres ne parviennent en tout cas pas, depuis plusieurs mois, à calmer la contestation des milieux intellectuels. Ils ne peuvent ni ne veulent satisfaire les revendications pourtant modestes autour desquelles se cristallise le mécontentement. Les unes -comme la revendication d'un syndicat étudiant indépendant- pour des raisons politiques. La dictature ne peut pas se permettre qu'existe un pôle de contestation permanente.

Les autres, comme les revendications matérielles des enseignants, le régime ne peut, ni ne veut les satisfaire pour des raisons économiques. Tant il est vrai que dans un pays pauvre comme le Mali, quand les caisses de l'Etat sont un self service pour l'armée et les dignitaires, il ne peut pas rester grand chose pour les autres couches de la population.

Pour imposer leur politique, les dirigeants maliens ne peuvent utiliser que les méthodes répressives. Mais force est de constater que cela ne marche pas toujours.

---

## MALI : les modèles de l'armée

Moussa Traoré a célébré à l'Ecole Inter-Armes de Koulikoro, le baptême d'une nouvelle promotion d'officiers. Cette promotion sortante s'appellera "Mohamed Ould Issa", du nom d'un ancien officier qui leur servira de "modèle".

Lors de cette cérémonie, un éloge fut fait à ce dernier. Sa vie fut retracée et on a expliqué comment en servant l'armée coloniale française en Indochine, il a obtenu ses galons et acquis son "sens du devoir".

En somme, de quoi rendre jaloux Moussa Traoré. Car lui aussi peut revendiquer un passé aussi "glorieux". Il a fait ses classes en Algérie, et après tout, c'est le seul général malien non ?

---

## KADHAFI : un alibi pour hypocrites

Lors d'un récent passage en France, Senghor déclarait aux journalistes : "Le Président Kadhafi veut faire d'un certain nombre d'Etats noirs soudano-sahéliens, (Tchad, Niger, Mali, Sénégal, Gambie), une république sous sa dépendance."

Cette déclaration n'est pas la seule du genre. Depuis quelque temps en effet, aucun événement ne se produit en Afrique sans que Senghor n'y voit la main de Kadhafi. C'est à croire que celui-ci hante ses nuits.

Certes, le dictateur Libyen a des mégalomanies sanguinaires. Mais quel argument commode il est devenu !

A en croire Senghor, s'il y a quelque part en Afrique des mécontentements qui s'expriment, c'est qu'il y a Kadhafi derrière.

Heureusement pour Senghor que Kadhafi existe. Sinon il aurait dû l'inventer...

---

# GAMBIE

## Senghor au secours de Jawara

Le 31 octobre dernier, l'armée sénégalaise est intervenue en Gambie pour soutenir le dictateur Daouda Jawara qui était sur le point d'être renversé par une partie de son armée.

Le fait qu'un dictateur vole à la rescousse d'un autre n'étonne personne, car s'ils ne sont pas capables de s'unir pour améliorer les conditions de vie de leur population, ils sont tout à fait capables de se soutenir mutuellement contre toute révolte de population qui menacera leur régime.

D'autant plus que la Gambie est géographiquement à l'intérieur du territoire du Sénégal. Donc un changement politique en Gambie, ne serait-ce qu'un galonné qui s'affiche radical, pourrait quand même inquiéter le régime senghorien.

C'est sûrement cette raison qui a poussé le poète-dictateur à envoyer son armée pour écraser une importante mutinerie qui a failli renverser Jawara et son régime.

S'il y a une leçon à tirer de cette intervention c'est que nos gouvernants respectent les frontières artificielles créées par l'impérialisme quand cela les arrange. Mais s'ils sont menacés ou mis en difficulté par un mouvement quelconque ils n'hésitent pas à faire appel à une intervention de l'extérieur. C'est le cas cette fois-ci en Gambie.

Raison de plus pour les opprimés sénégalais et gambiens, et plus généralement pour tous les exploités d'Afrique et d'ailleurs, d'organiser leurs combats sans respecter le cadre défini par les frontières.

Les oppresseurs savent se soutenir par-dessus les frontières. Les opprimés d'un pays ne peuvent compter que sur les opprimés des autres pays. Et bien au-delà, les travailleurs et les paysans pauvres ont les mêmes intérêts d'un pays à l'autre.

Lorsqu'ils se mettront en lutte pour une société meilleure, ils auront intérêt à l'organiser dans un cadre plus vaste que les étroites frontières laissées en héritage par les colonisateurs et défendues par les privilégiés de tout acabit qui sont les seuls à en tirer profit.

# SÉNÉGAL LES PROMESSES DÉMAGOGIQUES DE SENGHOR AUX TRAVAILLEURS

Il y a plus d'un mois, à Dakar, s'est tenu un conseil réunissant quelques ministres sénégalais et des représentants de certaines organisations de travailleurs émigrés en France. Ceux-ci ont présenté des revendications parmi lesquelles : le règlement des droits de sécurité sociale pour leur famille au Sénégal, du travail pour ceux qui rentrent définitivement au pays, la diminution des taxes de douanes très élevées, des facilités pour avoir des logements HLM et SICAP.

A ces problèmes précis qui lui ont été posés, le gouvernement sénégalais a répondu simplement qu'il ferait des efforts pour avoir de bons "rapports" avec les travailleurs. De même, il a répondu vaguement qu'il essaierait d'attirer l'attention de la France sur les difficultés que rencontrent les travailleurs dans ce pays, notamment : les problèmes de foyers taudis, de la carte de séjour, des brutalités policières et des expulsions arbitraires.

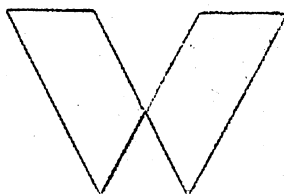
Les promesses de Senghor iront rejoindre celles qui sont déjà tombées dans l'oubli. Régulièrement il y a des accords entre le gouvernement français et celui du Sénégal : des accords de maître à serviteur... qui correspondent d'abord aux besoins des capitalistes français.

Senghor fait de temps à autre le geste de rencontrer les représentants des associations de travailleurs émigrés et de leur promettre tantôt qu'ils pourront vivre correctement s'ils rentrent, tantôt qu'ils seront mieux protégés le temps qu'ils restent en France.

Mais Senghor n'y peut rien, ni sur le premier point, ni sur le second. Il a beau se prévaloir d'un pouvoir quasi-absolu au Sénégal -et de fait, il a celui de faire emprisonner qui il veut- son pouvoir est dérisoire. Il n'a aucune prise sur la situation qui pousse les paysans pauvres de la vallée du Sénégal ou d'ailleurs à devenir prolétaires dans les banlieues industrielles de France.

Il n'a aucune prise non plus sur ce qui, en cette période de crise, pousse les capitalistes français à rendre la vie des travailleurs émigrés de plus en plus dure, avant de les renvoyer vers leur pays d'origine.

Non, tout dictateur qu'il soit, Senghor ne l'est que pour faire accepter aux exploités sénégalais, leur exploitation et leur misère. Il n'a pas plus le pouvoir que la volonté d'y porter remède.



## SÉNÉGAL AUTO SATISFACTION

Le gouvernement sénégalais vient de publier, par l'intermédiaire de son "Commissariat à l'Aide Alimentaire", les chiffres concernant ses "dépenses", dans le cadre de l'assistance au monde rural.

"Plus de trois milliards dépensés par l'Etat en 1979/80" titre "Le Soleil" pour faire l'éloge du gouvernement. Selon les autorités, cette somme a été utilisée pour l'achat et le transport de 42 000 tonnes de mil local ainsi que pour l'acheminement des dons offerts depuis des ports étrangers.

La campagne agricole 1979/80 a été très mauvaise pour les petits paysans, du fait de l'insuffisance des pluies. Par rapport aux années normales de récolte, le déficit céréalier a été évalué à 118 000 tonnes environs. Ainsi dans les régions du fleuve, de Louga et du Sénégal Oriental, c'est dès la fin de l'hivernage (septembre 79) que la famine menaçait les habitants les plus défavorisés. Le gouvernement y a envoyé du mil mais la distribution n'a commencé qu'au mois de mai 1980 seulement.

9 000 tonnes y ont été distribuées gratuitement selon le gouvernement, mais en réalité une partie seulement l'a été effectivement, et le reste a été bel et bien vendu dans les dépôts de l'ONCAD comme cela a été le cas à Bakel au mois d'août 1980.

Devant la famine qui menace des centaines de milliers de familles, ce gouvernement qui prétend apporter son assistance aux paysans ne se contente en fait que de quelques actions symboliques ; histoire de se faire mousser. Mais les paysans n'en sont pas dupes car quand un représentant de l'Etat fait sa tournée dans les campagnes, ils lui rappellent souvent les promesses non tenues.

Certes l'Etat sénégalais ne peut pas à lui tout seul mettre en place les infrastructures telles que les canaux, les barrages, les routes et les usines d'engrais qui permettraient aux paysans de vivre convenablement et de ne plus craindre les moindres aléas climatiques. Mais même pour le minimum qu'il est possible de faire dans le pays on ne peut pas compter sur ce régime. Il ne peut pas d'ailleurs en être autrement avec cet Etat qui n'a rien de commun avec les intérêts des travailleurs et des petits paysans.



# CÔTE D'IVOIRE

## UNE MASCARADE SANS GRAND SUCCÈS

Dimanche 9 novembre a eu lieu en Côte d'Ivoire, le premier tour des élections des députés. Pour la première fois depuis l'indépendance, le mode de scrutin a été modifié. Auparavant, le PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) présentait une liste nationale des candidats à la députation, en même temps que la candidature, unique, du président de la république. Faisant d'une pierre deux coups, les électeurs élisaient donc à la fois Houphouët et les députés, dont ils ne connaissaient pas bien souvent le nom.

Cette fois-ci, il y a eu plusieurs candidats pour un même poste. 649 candidats appartenant tous au même parti se sont affrontés pour 147 sièges de député. Mais contrairement à ce qu'attendait le régime, il n'y a pas eu une ruée vers les urnes.

En effet au premier tour, 70 % des électeurs se sont abstenus de voter, malgré toute la publicité tant à la radio-télévision que dans la presse. Si Houphouët voulait un 1<sup>er</sup> r g e plébiscite, il n'a en tout cas pas réussi.

Le deuxième tour qui a eu lieu le 23 novembre, a été lui aussi sans surprise notable. Le chiffre de participation, selon les premiers résultats officiels serait de 5 % supérieur au premier tour. Piètre satisfaction pour Houphouët et sa bande. 27 seulement sur les 80 anciens députés qui se représentaient ont été réélus et un ministre a été battu. Car pour une fois la population a eu la possibilité de choisir entre différents candidats.

Mais de toutes façons cela ne change absolument rien pour elle. Car ce qui a été demandé aux électeurs, c'est de voter pour tel ou tel candidat, mais tous appartiennent au même parti et auront pour mission d'applaudir Houphouët.

Même si les résultats définitifs du deuxième tour donnent un pourcentage de participation plus acceptable pour le régime, vues les nombreuses pressions pour inciter les électeurs à voter massivement, le résultat demeure le même.

Plus de la moitié des électeurs aura refusé de participer à la mascarade électorale d'Houphouët. Il faudra que ce monsieur trouve autre chose pour donner à son régime, une apparence un peu plus acceptable.

\*\*\*\*\*



# Madagascar campagne contre l'insécurité ou contre ceux qui critiquent ?

Depuis la fin octobre, les autorités se sont lancées dans une campagne intense contre les "tsaho" (fausses rumeurs). Le "tasho" serait un fléau au même titre que le marché noir ou la corruption, un mal "lancé par les ennemis du peuple" etc...

Par l'intermédiaire de ses journaux (Atrika et Madagascar Matin) le gouvernement demande que ceux qui propagent des rumeurs dans quelque domaine que ce soit (insécurité, ravitaillement, corruption etc...) soient déferés en justice et punis.

Si la population a tendance à croire aux rumeurs sur l'insécurité, et même aux rumeurs les plus fantaisistes — par exemple sur les "paka-fo", c'est à dire ceux qui tueraient pour pouvoir vendre le coeur des victimes — c'est parce qu'il y a réellement une augmentation du banditisme et de l'insécurité.

Dans la région de Fianarantsoa, des brigands auraient pillé des villages en avertissant les habitants à l'avance de leur date d'arrivée. A Tananarive-même, fin 1979, certains employés des bus n'hésitaient pas à arrêter de travailler une heure avant la fin de la journée, pour éviter les agressions, quite à affronter les sanctions de la direction.

Le journal Maresaka du 23 octobre 1980 affirme : "Les réunions nocturnes ou les fêtes en soirée ne pourront plus se faire parce que les gens ont peur. Et mêmes les travailleurs de nuit n'oseront plus aller à leur poste."

Le développement du banditisme semble être bien réel, mais le régime n'y peut rien. Car il est lié à la misère croissante, et cette misère, le régime ne peut pas l'enrayer. Alors, à défaut de pouvoir combattre le banditisme, le pouvoir s'en saisit pour tenter de baillonner ceux qui expriment leur mécontentement contre les scandales divers et critiquent la corruption, la hausse des prix, la pénurie etc... en les taxant de propagateurs de fausses rumeurs.

Le journal Lakroa, qui s'associe à cette campagne, montre du doigt les endroits à surveiller : "Essentiellement les attroupements (bus, taxi-brousse, les queues de toutes sortes, etc...)" (3 novembre). Le journal Imongo Vaovao du 7 novembre écrit : "De quoi les propagateurs parleront-ils encore ? (...) Du ravitaillement, des salariés, de l'éducation ou de quoi d'autre ?"

La campagne actuelle contre les faux bruits, en mettant dans le même sac les rumeurs sur l'insécurité et les commentaires sur la corruption et la dégradation des conditions de vie, sert donc à mettre au pas et à baillonner ceux qui sont mécontents.

Les journaux tels que Lakroa (jésuite), Sahy, Maresaka, Vavolombelona, Imongo Vaovao (journaux du milieu de la bourgeoisie tananarivienne) reprennent en chœur — et même amplifient — cette campagne gouvernementale. Cela se retourne parfois contre eux-mêmes, car ils sont, eux-aussi, obligés de s'autocensurer sinon ils sont interdits.

Mais ces journaux préfèrent cela au fait que les petites gens discutent des différents scandales et des difficultés de la vie quotidienne.

# USA LES PRÉSIDENTS PASSENT, CEUX QUI TIRENT LES FICELLES DEMEURENT

Les élections présidentielles aux Etats Unis se sont terminées par la victoire de Reagan sur Carter. A cette occasion bien des libéraux et politiciens africains ont exprimé leurs craintes de voir Reagan mener une politique plus dure, plus interventionniste en Afrique, et en même temps de soutenir plus ouvertement le régime ségrégationniste d'Afrique du Sud.

Cette idée est reprise au Sénégal par Cheik Anta Diop qui déclare : "Jimmy Carter était un humaniste, (...) l'élection de Reagan est une véritable catastrophe pour le monde noir".

A la bonne heure ! Comme si l'élection du président des Etats Unis changeait quelque chose au soutien de l'impérialisme à l'Afrique du Sud. Comme si cette élection changeait le pouvoir de l'impérialisme sur le reste du monde. La personne qui se trouve à la tête de l'Etat américain n'a aucune importance. C'est seulement au bon peuple qu'on fait croire que l'enjeu est très important non seulement pour la population américaine, mais aussi pour le reste de l'humanité.

En fait ces élections ne sont qu'une véritable comédie. Ceux qui décident de la politique à mener ce sont plutôt les quelques centaines d'hommes qui font partie de l'Etat Major du Pentagone, les magnats de la finance et des trusts. Ceux-là utilisent l'armée et la police pour maintenir leur pouvoir et ils n'ont pas besoin d'être élus. Ces gens-là ont le pouvoir quel que soit l'homme qui est à la tête de l'Etat -qu'il s'appelle Reagan ou Carter-.

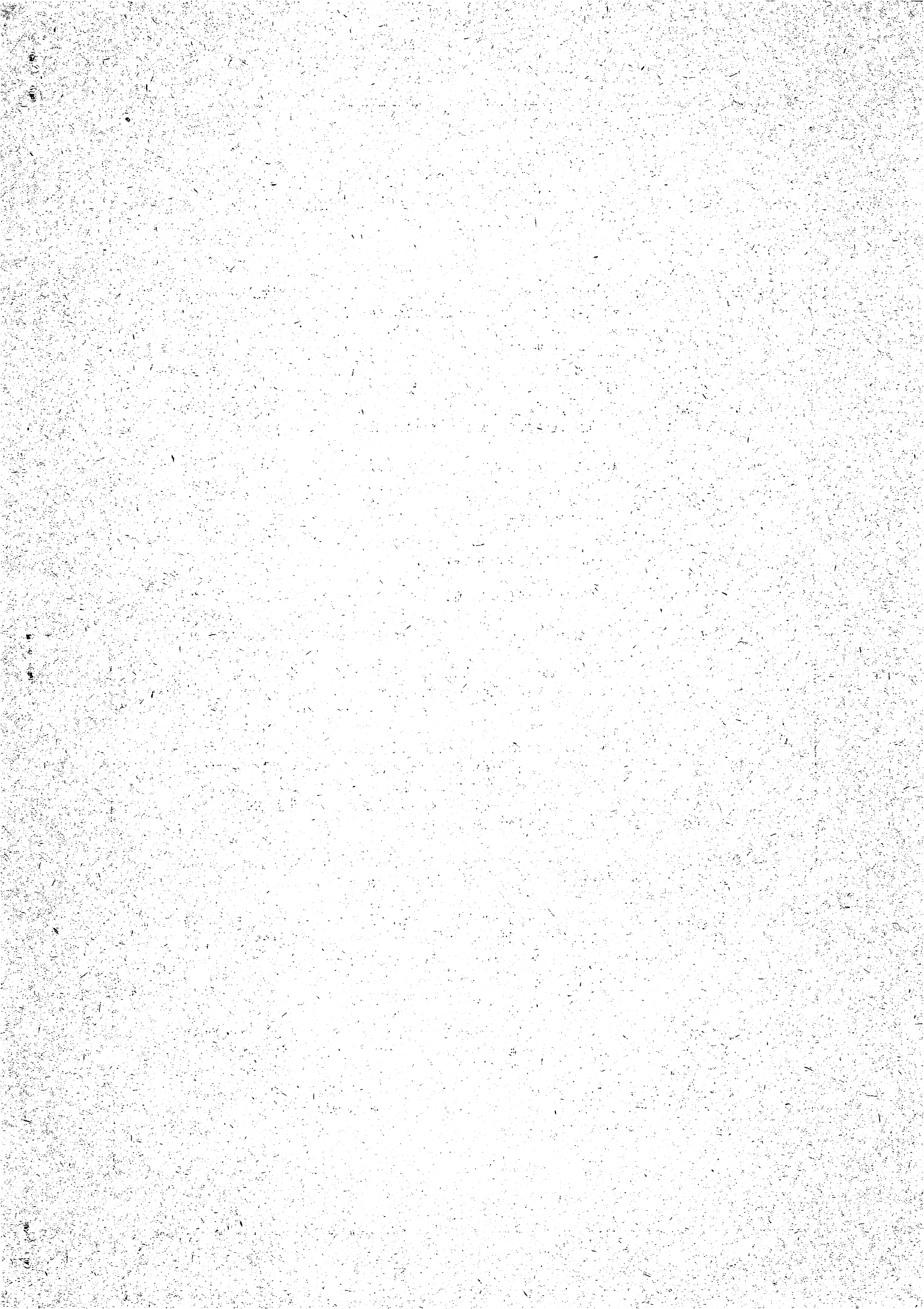
Mais ils font croire que c'est le président qui décide. Ils ont besoin d'un comédien à la tête de l'Etat, et cette fois-ci c'est un ancien acteur d'Hollywood qui a été élu.

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*

\*\*\*    \*\*\*    \*    \*\*\*    \*\*\*

\*\*\*    \*    \*\*\*

\*



# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.